

BRÈVES ÉCONOMIQUES

DU PROCHE-ORIENT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉРАН, TEL-AVIV)

N° 27 – du 29 juin au 6 juillet 2023

ZOOM SUR : LIBAN - REDRESSEMENT PROGRESSIF D'ÉLECTRICITÉ DU LIBAN

La production d'EDL se redresse depuis plusieurs mois. Après un *blackout* total en janvier, EDL est parvenue depuis février à augmenter sa production et à fournir jusqu'à 4 heures d'électricité par jour, grâce à des achats de fuel sur les marchés et au renouvellement de l'accord bilatéral avec l'Irak (désormais jusqu'en novembre 2024), comprenant une augmentation de 50% des volumes. Par ailleurs, un nouvel accord commercial est en discussion avec l'Irak ; s'il est conclu, EDL pourrait théoriquement opérer à pleine capacité (1200 MW) et fournir jusqu'à 12 heures d'électricité par jour. Or cette hausse de la production nationale intervient dans un contexte de **baisse de la demande adressée à EDL**. D'une part car la demande moyenne totale aurait fortement diminué (de 3000 MW à 2000-2500 MW), compte tenu de la baisse du PIB réel et de la hausse des tarifs. D'autre part car le déploiement de l'énergie solaire à usage privé s'avère être bien plus rapide qu'escompté (sa capacité installée est estimée à 1000 MW, soit une capacité effective équivalant à 210 MW).

LE CHIFFRE À RETENIR

2000 À 2500 MW

DEMANDE D'ÉLECTRICITÉ
ESTIMÉE AU LIBAN

EDL a présenté, pour la première fois en 40 ans, un budget équilibré pour 2023. Les autorités libanaises ont procédé en novembre 2022 à une **hausse des tarifs de l'électricité**, désormais fixés à l'un des niveaux les plus élevés au monde. Par ailleurs, EDL est parvenue à baisser son **taux de pertes non-techniques** (factures impayées et branchement illégaux), avec le soutien des forces armées. EDL a fixé à ses mauvais payeurs (camps palestiniens/syriens et administrations libanaises) la date butoir du 1^{er} août pour régler les impayés à son égard, avant de procéder à une coupure de l'approvisionnement. Dans ce contexte, EDL a adopté une **politique de production très prudente**, visant à préserver sa stabilité financière, en limitant l'approvisionnement dans les zones où le taux de pertes demeure élevé. Ainsi, EDL a augmenté marginalement le 1^{er} juillet l'approvisionnement en électricité (à 6 heures par jour), uniquement dans certains quartiers de Beyrouth.

La priorité absolue d'EDL est désormais de sécuriser son accès aux dollars. La Banque du Liban, dont la priorité est la stabilisation du taux de change du marché parallèle, applique actuellement une politique de change discrétionnaire vis-à-vis d'EDL. En particulier, le mécanisme de fixation des prix de l'électricité, fondé sur le taux de la plateforme *Sayrafa* majoré de 20%, fait peser un risque de change majeur à EDL.

Au plan des réformes, EDL doit rapidement améliorer l'efficacité de son réseau de distribution, notamment pour intégrer les énergies renouvelables dans une logique de production décentralisée. D'une part, les **projets de micro-grid** se multiplient depuis plusieurs mois (dans des municipalités rurales, dans les zones industrielles, voire en ville entre hôpitaux et écoles). D'autre part, le projet de **loi sur l'énergie renouvelable décentralisée**, en lecture au Parlement, permettrait – si le texte est adopté en l'état – d'ouvrir le réseau aux petits producteurs d'énergie renouvelable (jusqu'à 10 MW), qui seraient libres de vendre à des tiers en versant des redevances à EDL pour la transmission.

Enfin, les capacités de production doivent être augmentées. Les autorités libanaises souhaitent avancer sur la préparation des cahiers des charges, avec le soutien d'EDF, de **nouvelles centrales thermiques**. En parallèle, le déploiement de grands **projets solaires et éoliens en IPP** (*Independent Power Producer*) reste conditionné au redressement pérenne d'EDL et au retour des financements internationaux.

Condition nécessaire à une stabilisation macroéconomique du Liban, le redressement financier d'EDL et les réformes du secteur de l'énergie ont été initiés après plusieurs décennies d'inertie. Cette dynamique reste néanmoins fragile et est conditionnée en retour à une stabilisation macroéconomique.

Service Économique Régional de Beyrouth

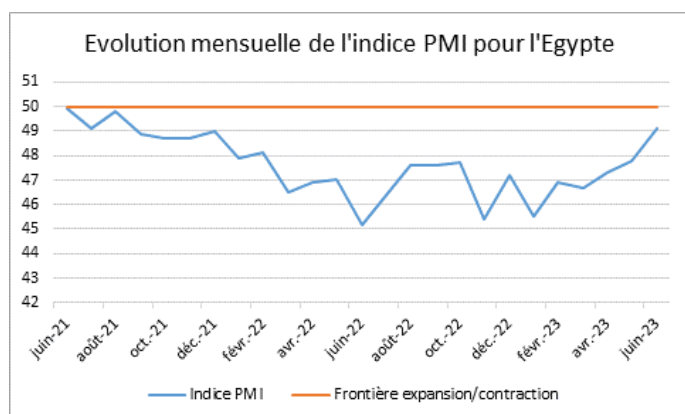
ÉGYPTÉ

1. HAUSSE DE LA DETTE EXTÉRIEURE AU 1^{ER} TRIMESTRE 2023.

Selon les [données](#) publiées par le Ministère de la Planification, la dette extérieure de l'Égypte a augmenté d'environ 2,4 Mds USD pour atteindre 165,4 Mds USD au cours du T1 de l'année 2023. Le gouvernement égyptien continue par ailleurs de se tourner vers des prêts étrangers à court terme, suite à la dégradation de la notation souveraine de l'Égypte par les principales agences de notation. Pour rappel, le FMI a reporté la première revue de la facilité élargie de crédit mise en place en décembre dernier dont dépend le versement de la deuxième tranche du prêt (354 M USD) en raison de la lenteur de la mise en œuvre des réformes structurelles comme le programme de cession de participations publiques ou la libre fluctuation du taux de change.

2. AMÉLIORATION DE L'INDICE PMI, AU PLUS HAUT DEPUIS PRÈS DE DEUX ANS.

Bien qu'il demeure en dessous de la barre des 50 qui sépare la contraction de l'expansion pour le 31^{ème} mois consécutif en Égypte, l'indice PMI qui mesure les performances du secteur manufacturier (hors-hydrocarbure) a de nouveau augmenté au mois de juin pour atteindre 49,1 contre 47,8 le mois dernier. Il s'affiche ainsi en progression pour le troisième mois consécutif.



3. KfW - ACCORD D'ÉCHANGE DE DETTE DE 54 M€

L'Égypte va bénéficier d'un échange de dette de 54 M EUR suite à un accord signé entre la banque de développement allemande KfW, le ministère égyptien de la Coopération internationale, le ministère de l'Électricité et des Énergies renouvelable et la Banque centrale d'Égypte. Cet

échange de dette permettra à l'Égypte de renforcer le réseau de transport d'électricité.

IRAK

1. INVESTISSEMENT DE 6 MDS\$ DE L'ARABIE SAOUDITE ET DES ÉMIRATS ARABES UNIS.

L'Arabie Saoudite et les Émirats Arabes Unis ont conclu le 3 juillet un accord concernant des investissements en Irak à hauteur de 3 Md\$ chacun, d'après l'agence de presse nationale irakienne. S'agissant de l'Arabie saoudite, un fléchage d'un montant équivalent avait déjà été annoncé par le *Public Investment Fund* – il pourrait s'agir de la même contribution. Les Émirats Arabes Unis avaient, eux, déjà annoncé une contribution de 500 M\$ pour la reconstruction des infrastructures hydrauliques au Sinjar en février 2023. Les deux États du Golfe ont également annoncé la création de comités d'affaires conjoints avec l'Irak. Ces annonces s'ajoutent au plan d'investissement de 5 Md\$ dévoilé par le Qatar fin juin (cf. brève du 23/06).

2. EXPORTATIONS DE PÉTROLE AU 1^{ER} SEMESTRE 2023.

Au premier trimestre 2023, la valeur des exportations de pétrole brut de l'Irak fédéral (hors Kurdistan irakien) a atteint 44,4 Mds USD (-27,4% en glissement annuel), en raison d'un prix moyen du baril exporté de 74,6 USD en moyenne contre 102,3 USD un an plus tôt. Leur volume moyen se maintient à 3,3 Mb/j. À noter que l'oléoduc vers le port de Ceylan en Turquie est fermé depuis le 25 mars, entraînant au total la perte de près d'un demi-million de baril/jour (100 000 bj pour l'Irak fédéral et 400 000 bj pour le Kurdistan). La reprise effective des exportations semble encore être suspendue au feu vert des autorités turques.

IRAN

1. INFLATION DE 48,5% EN JUIN 2023.

Selon le centre national des statistiques, l'indice des prix à la consommation aurait atteint 48,5% en moyenne annuelle et 42,6% en glissement annuel à la fin du mois de Khordad (21 juin 2023). Les hausses les plus importantes porteraient sur les aliments et boissons (+71,3%), l'hôtellerie et la restauration (+62,5%), la santé et l'hygiène (+53,9%). Les deux provinces de Yazd (+58,8%) et de Téhéran (+43,9%) aurait respectivement connu respectivement le

maximum et le minimum d'inflation annuel. Parmi les 53 produits agroalimentaires sélectionnés pour un panier familial, 26 produits auraient connu une hausse supérieure de 40% en g.a, dont 106,1% pour le mouton, 78,9% pour le poulet, 44,2% pour les œufs et 43,6% pour le riz. Pour analyser l'évolution de l'inflation de ce mois-ci et celle de l'année dernière (+52,5% en g.a en juin 2022), il convient de tenir compte de deux éléments, **i**) la suppression du taux de change préférentiel pour l'importation de biens essentiels, **ii**) le changement d'année de référence pour la comparaison des prix, de 2015/2016 à 2021/2022.

2. DEUXIÈME HAUSSE CONSÉCUTIVE DE L'IPP.

D'après le Centre national des statistiques, au T4 2022/2023, l'indice des prix à la production (IPP) aurait atteint 44,3% en moyenne annuelle. Le secteur de l'agriculture serait le premier contributeur (+63,7%), devant les services (+55,8%). La production d'électricité (+16,9%) était la principale modératrice de l'IPP sur la même période.

3. HAUSSE DE 4,3% DE LA PRODUCTION DE PÉTROLE.

D'après l'OPEP, sur les trois dernières années, la production de pétrole est passée de 1,99 Mb/j en 2020 à 2,55 Mb/j en 2022 (2,39 Mb/j en 2021). Durant le mois de mai 2023, la production a atteint 2,67 Mb/j (+4,3% en g.a) et le prix de vente moyen du baril de brut lourd (Iran Heavy) a été ramené de 115,4 à 74,4 \$ (-35,5% en g.a).

4. DÉVELOPPEMENT DE LA PHASE 11 DE SOUTH PARS.

Selon le DG de la NIOC, la plateforme C12 de la phase 12 aurait été réinstallée sur la phase 11 du champ gazier de South Pars, car le rendement de la phase 12 n'est plus satisfaisant. Le développement de la phase 11 avait initialement été envisagé dans le cadre d'un contrat IPC entre les sociétés TotalEnergies, CNPC et Petropars. Le nouveau plan de développement de cette phase 11 prévoit la production de 56 M m³/jours de gaz et 50 000 barils/jours de condensat de gaz, permettant de compenser partiellement un déficit global de 200 M m³/jours de gaz.

5. EXAMEN PAR LE PARLEMENT DU 7^{ÈME} PLAN QUINQUENNAL DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE.

Après deux années d'atermoiements, un premier jet du 7^{ème} plan quinquennal de la République islamique d'Iran sera examiné par le Majlis à compter du 5 août. Si aucun des 6 plan précédents n'a permis –

loin s'en faut – d'atteindre les objectifs fixés, l'opinion prévaut que la 7^{ème} édition se révélera, *a posteriori*, la plus irréaliste pour plusieurs raisons : non prise en compte de l'impact des chocs externes sur l'économie domestique, surestimation du produit des privatisations et, surtout, prévisions macroéconomiques fantaisistes : 8% de croissance annuelle du PIB ; 9,5% d'inflation dès 2027 (elle dépassera en 2023 les 50%) ; croissance de 23% des exportations hors pétrole ; augmentation de la production de pétrole brut à 4,4 MBJ ; création de 3,5 M d'emplois ; etc. Au chapitre des innovations, le 7^{ème} plan prévoit l'augmentation de la pression fiscale à 12% du PIB et le versement de 85% des revenus pétroliers au Fond de Développement National (contre 20% aujourd'hui).

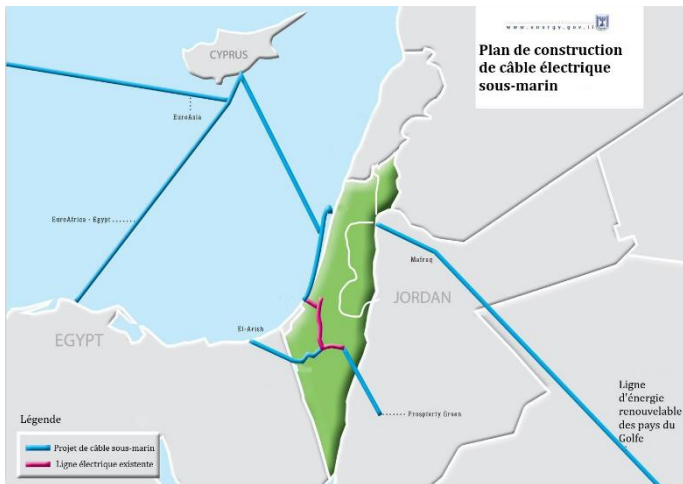
ISRAËL

1. LES START-UP, SEGMENT LE PLUS ATTRACTIF DE LA TECH ISRAËLIENNE.

Selon l'institut IVC-Leumitech, les entreprises technologiques israéliennes n'ont levé que 1,78 Mds USD au deuxième trimestre de 2023, soit une baisse de 65 % par rapport au T2 2022. Toutefois, les start-up israéliennes se situent à rebours de la tendance générale et ont engrangé à elles seules 850 M USD en juin 2023. Les Investissements sont principalement tournés vers la cybersécurité, la santé et l'agro-tech.

2. LIAISONS PAR CÂBLE ÉLECTRIQUE SOUS-MARIN.

Le Conseil national de la planification et de la construction a décidé d'accélérer la construction d'un câble électrique sous-marin sur environ 150 km pour relier, le long de la côte, le sud du pays au nord du pays, ce qui permettra de transporter l'électricité solaire produite dans la zone désertique. L'objectif à plus long terme est aussi d'arriver à un interconnecteur sur l'île de Chypre et à des liaisons plus fournies sur la Jordanie ou l'Égypte (cf. infra). Des études environnementales seront effectuées pour évaluer les impacts du projet initial.



3. PRIVATISATION DE LA POSTE.

Le ministre de la Communication, Shlomi Karhri, et le ministre des Finances, Bezalel Smotrich, se sont mis d'accord sur un plan de redressement de *Israel Post Company Ltd.* ainsi que sur la fermeture de certains bureaux. Ce nouvel accord permettra de poursuivre la privatisation de l'entreprise, tout préservant un service postal dans les régions excentrées. Le fonctionnement de la Poste israélienne est souvent critiqué.

4. IMMIGRATION RUSSE EN TRÈS FORTE HAUSSE.

L'immigration (alya) soviétique puis russe a toujours été forte, voire dominante, en Israël. Elle est généralement porteuse économiquement car les nouveaux arrivants ont un bon niveau de formation. En 2022 elle s'est établie à 43 584 personnes soit 70% du total de l'alya. Le nombre d'immigrants venus de Russie augmente fortement à partir de mars 2022 (744 en janvier et 747 en février puis 3 400 en mars 2022). Entre janvier et mai 2023, 19 919 nouveaux immigrants russes sont arrivés en Israël, la proportion demeure élevée et représente 75% du total. Israël ne comptabilise cependant pas les départs qui sont assez nombreux.

JORDANIE

1. CLASSIFICATION À LA BAISSÉ DE LA JORDANIE DANS LE CLASSEMENT DES PAYS PAR REVENU (BANQUE MONDIALE)

La Banque Mondiale a modifié la classification de la Jordanie pour l'exercice 2024, qui passe alors d'un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure à un pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Les pays à revenu intermédiaire de la

tranche inférieure sont définis par un revenu national brut (RNB) par habitant compris entre 1 136 USD et 4 465 USD. La Jordanie est le seul pays à connaître, cette année, un changement de classification à la baisse. La raison évoquée est l'importante révision à la hausse (+8,6 %) des estimations démographiques publiées par la Division de la population des Nations Unies (UNDESA), reflétant les nouvelles données du dernier recensement de la population.

2. HAUSSE DE 2,8% DU PIB AU 1^{ER} TRIMESTRE 2023.

Selon le Département des Statistiques (DoS), le PIB en volume a enregistré une hausse de +2,8 % en glissement annuel (g.a.) au premier trimestre de 2023. La croissance pour ce premier trimestre de 2023 est supérieure de 0,8 pp par rapport à celle enregistrée au quatrième trimestre de 2022 où elle s'était élevée à 2 %. Tous les secteurs économiques ont enregistré une hausse au cours du premier trimestre de 2023 par rapport au premier trimestre de 2022. Le secteur de l'agriculture, de la chasse, de la sylviculture et de la pêche a enregistré le taux de croissance le plus élevé (+7,4 %), suivi du secteur de la construction (+5,9 %), puis du secteur des transports, de l'entreposage et des communications (+4,8 %). Cependant, le secteur de la finance, de l'assurance, de l'immobilier et du service aux entreprises reste le contributeur majeur du PIB avec 19,8 % du total, suivi du secteur manufacturier (16,9 % du total) qui participe d'ailleurs le plus à la croissance du PIB (0,56 pp).

LIBAN

1. LA BANQUE CENTRALE MODIFIE LES CONDITIONS DE RETRAIT DES DOLLARS BLOQUÉS DANS LE SECTEUR BANCAIRE DEPUIS LE DÉBUT DE LA CRISE.

La Banque du Liban a publié cette semaine deux circulaires qui renvoient à la baisse les plafonds mensuels de retrait des dollars « locaux », soumis à des restrictions bancaires depuis octobre 2019. La circulaire 158 (08/06/2021) permettait jusque-là à chaque déposant, éligible à ce mécanisme et qui en fait la demande, d'effectuer des retraits mensuels plafonnés à 400 USD en espèces et à 400 USD en LBP à un taux préférentiel de 15 000 LBP/1USD. Désormais, les déposants qui bénéficient déjà du mécanisme ne pourront retirer que les 400 USD en espèces/mois. Les autres déposants éligibles, qui feraient de nouvelles demandes afin de bénéficier

de ce mécanisme de retrait, auront un plafond inférieur de 300 USD en espèces/mois.

2. LA BANQUE MONDIALE APPROUVE UN PRÊT DESTINÉ À SOUTENIR LA CRÉATION D'EMPLOIS DANS L'AGRICULTURE.

Le Conseil d'Administration de la Banque Mondiale a approuvé la semaine dernière le projet *Green-Agri Food Transformation for Economic Recovery* (GATE). Il s'agit d'un prêt de 200 M \$ ayant pour objectif d'améliorer la résilience des agriculteurs et des PME vulnérables dans le secteur agroalimentaire, de soutenir la création d'emplois dans les zones rurales par le développement de chaînes de valeur agricoles inclusives et adaptées au climat et d'encourager les investissements visant à améliorer la productivité et l'accès au marché du secteur agricole.

La Banque mondiale estime qu'un peu moins de 50 % des agriculteurs, soit environ 80 000 exploitants, sont concernés par les différentes composantes du projet, avec notamment la création de 2 200 emplois. Les services et infrastructures financés bénéficieront à 110 municipalités.

PALESTINE

1. MARCHÉ DE L'EMPLOI EN 2022.

Les statistiques publiés par le PCBS sur les choix éducatifs et le marché de l'emploi font état d'un fort chômage des jeunes de moins de 30 ans et une entrée retardée sur le marché du travail.

En Cisjordanie, pour la strate 20-29 ans, celui-ci s'établit à 28 % - en repli cependant, il était de 35 % pendant la crise covid. Le taux de chômage est stable pour la même catégorie dans la bande de Gaza à 74 %.

Il existe une forte disparité entre les taux de chômage des femmes et des hommes dans tous les domaines d'éducation. Le taux de chômage le plus

élevé parmi les hommes diplômés âgés de 20 à 29 ans en 2022 concernait les étudiants en langues (52 %), tandis que les taux de chômage les plus élevés s'observaient chez les étudiantes en sciences physiques et en sciences sociales (78 %).

En 2022, les secteurs du commerce et de l'administration publiques accueillent le plus d'étudiants.

L'entrée sur le marché du travail demeure un processus laborieux. Les étudiants en droit sont ceux qui attendent le plus longtemps avant de décrocher un emploi, 20 mois en moyenne. La période la plus faible a été observée dans les métiers de l'architecture, de la construction et de l'ingénierie avec 13 mois d'attente.

2. ACCORDS DE SUBVENTION AU SOUTIEN DE 2 PROJETS FINANCÉS PAR LA BANQUE MONDIALE.

Un accord de subvention a été signé au siège du ministère des Finances à Ramallah pour deux projets dans le domaine des technologies de la communication et de l'information et dans le domaine des industries plastiques en Cisjordanie, dans le cadre du projet « Financement pour la création d'emplois - F4J », mis en œuvre par la Fondation « DAI » et financé par la Banque mondiale.

Le premier projet devrait contribuer à la fourniture de services Internet haut débit grâce à la construction d'une infrastructure de réseau de fibre optique dans plus de 30 zones rurales dans les gouvernorats de Jénine et de Tubas. Le projet créera plus de 200 nouveaux emplois directs et indirects.

Le deuxième projet contribuera à fournir des solutions innovantes dans le domaine de l'emballage de différents types de produits en plastique pour les fabricants d'aliments, de boissons et de détergents. Le projet est piloté par un groupe de femmes entrepreneures et devrait créer d'environ 80 nouveaux emplois durables.

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES.
POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

RÉDACTEUR : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

CRÉDITS PHOTO : ©SER BEYROUTH